

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

"Nous devons tous prendre au sérieux tout ce que le gouvernement nous demande de faire"

RÉCEMMENT porté à la tête de l'Union des jeunes du Parti démocratique gabonais (UJPDG), Axel Jesson Denis Ayenoue invite les populations à prendre conscience de la réalité du coronavirus. Par ailleurs, maire du 4e arrondissement de Libreville, il revient sur la distribution des kits alimentaires dans sa circonscription.

Propos recueillis par Yannick Franz IGOYO
Libreville/Gabon

L'union. Vous venez d'être porté à la tête de l'UJPDG, quelles seront vos premières actions ?

Axel Jesson Denis Ayenoue : Les premières actions ont déjà été posées. Malheureusement, elles sont virtuelles en ce temps de coronavirus. Ce sont des actions de sensibilisation par rapport à la pandémie qui sévit actuellement. Nous sommes très présents sur les

réseaux sociaux pour sensibiliser les populations sur les mesures barrières. Nous faisons le relais de l'action du gouvernement, des politiques publiques sur les réseaux sociaux. Ensuite, nous avons quand même élaboré un plan d'action. Au moment de la levée de toutes les restrictions, nous allons appliquer progressivement ce plan d'action qui consiste à aller sur le terrain pour faire l'état des lieux de nos structures de base, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'international.

Et pourtant, certains reprochent toujours à votre parti d'être aphone dans la lutte contre le Covid-19. Qu'en est-il ?

De la même manière qu'on nous reproche d'être aphones, c'est de la même manière qu'on nous reproche, tel ou tel pan de gestion du Covid-19. On ne peut pas être aphone et en même temps mandataire de la gestion. Nous ne sommes pas aphones. En tant que parti politique stricto sensu, nous n'avons pas vocation à gérer une crise telle que celle que nous



Axel Jesson Denis Ayenoue, président de l'UJPDG, se prononçant sur l'actualité, essentiellement marquée par le nouveau coronavirus.

vivons actuellement. C'est plutôt le gouvernement et les institutions de la République qui gèrent ce problème. Bien entendu, le gouvernement est une émanation du PDG, donc tout ce qui est fait par le gouvernement, c'est le PDG. Si le parti stricto sensu n'est pas sur le terrain, c'est justement pour ne pas brouiller les pistes du gouvernement qui suggère que les gens limitent les déplacements ; que les rencontres soient limitées. Nous n'allons pas être sur le terrain et organiser des rencontres alors que le gouvernement suggère que les gens restent à la maison et appliquent les mesures barrières. Donc le comportement du PDG vis-à-vis de la pandémie est bel et bien cohérent.

Vous êtes par ailleurs maire du 4e arrondissement, comment allez-vous concilier les deux rôles ? C'est une question d'équilibre ! La mairie est une institution, je suis un élu. Le travail que j'effectue, je le fais au quotidien depuis quelques années. Je maîtrise quelques petits rouages. Aujourd'hui, une autre casquette se greffe à moi. Il n'y a pas d'incompatibilité entre une responsabilité politique ou associative et une fonction administrative. Je gère la fonction politique que j'ai comme un fonctionnaire ou élu pourrait gérer son activité dans son association, fut-il président ou simple membre. C'est juste une affaire d'organisation et d'équilibre.

Vous avez un parcours professionnel atypique ?

Non. J'ai commencé après les études à travailler dans la fonction publique et ensuite j'ai été secrétaire national du PDG en 2010, alors que je n'avais que 28 ans. Par la suite, j'ai été à la présidence de la République, membre du Bureau politique et aujourd'hui maire et secrétaire général adjoint du PDG. Je pense que chacun a sa courbe professionnelle. Il n'y a pas de par-

cours type, le plus important c'est l'expérience acquise et comment la mettre au profit des autres.

La distribution des kits alimentaires a causé des remous. Est-ce le cas dans votre arrondissement ?

Au début, effectivement, il y avait quelques petits sons de cloche parce que les gens étaient impatients. Tout le monde voulait recevoir les kits en même temps. Or cela n'était pas faisable. Ceux qui n'avaient pas encore reçu étaient mécontents. Aujourd'hui, le 4e arrondissement a été couvert à plus de 90%. C'est pourquoi il n'y a plus de sons de cloche. Les gens sont contents. Il y a effectivement, comme dans toute œuvre humaine, des possibles oubliés et manquements. Mais dans la grande majorité, le 4e arrondissement est satisfait de cette opération.

Un mot de fin ?

Le coronavirus n'est pas une blague, il est bien là. Nous devons tous faire très attention et prendre très au sérieux ce que le gouvernement demande de faire.

Le clin d'œil de *Lybek*



Tribune des partis politiques

Atonie !

LA pandémie de nouveau coronavirus prouve chaque jour, un peu plus, sa capacité de nuisance à travers la planète. Et ce, au niveau de tous les pans de la société. Une réalité à laquelle n'échappe malheureusement pas le landerneau politique gabonais. Outre ses effets sanitaires et économiques, le Covid-19 a révélé la faible capacité de résilience de la classe politique sous nos cieux.

Depuis le début du confinement, la quasi-totalité des partis politiques ont mis en berne leurs activités. Respect des mesures barrières et injonctions du gouvernement, peut-on entendre arguer de nombreux leaders pour justifier leur atonie du moment. Rien à se mettre sous la dent, en effet. Quelques formations politiques arrivent quand même à briser ce silence ambiant : le Parti démocratique gabonais (PDG) dont le directoire a récemment eu des séances de travail, par visioconférence, avec ses fédérations ; le Centre des libéraux réformateurs (CLR) dont la déléguée générale, Dr Nicole Assélé, et les siens s'étaient réunis illico presto pour tenter de

désamorcer la boule puante lancée par le président fondateur Jean-Boniface Assélé en direction du "Distingué camarade président" du PDG. Et, dans une moindre mesure, le Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) qui poursuit tant bien que mal ses activités. Pour le reste, la vie politique s'est arrêtée comme par enchantement. Une léthargie inexplicable telle une verrue sur le visage. Afin de sauver la face, certains leaders et autres hiérarques effectuent des sorties sporadiques, qui pour tirer à boulets rouges sur la gestion de la pandémie par le gouvernement, qui pour apporter un soutien indéfectible aux gouvernants. En réalité, le confinement prouve à suffisance que les chefs de partis peinent à être arrimés aux nouvelles technologies. Combien disposent-ils d'un compte twitter, pour ne citer que ce réseau social ? Combien ont des sièges dotés d'une connexion internet ? Il est impérieux que les chefs de formations politiques fassent évoluer leurs modes de communication.

Yannick Franz IGOHO